vinetur

L’Équateur imposera un tarif de sauvegarde de 25 % sur les alcools importés.

Cette surtaxe s’ajoute à une formule fiscale révisée que des groupes du secteur disent susceptible de faire grimper certains prix de détail de 400 %.

mardi 8 septembre 2026



L’Équateur appliquera un tarif de sauvegarde supplémentaire de 25 % sur les alcools importés, ajoutant une nouvelle pression à un marché qui faisait déjà face à une hausse des taxes et à la perspective de fortes augmentations des prix de détail.

La mesure, rapportée par El Comercio, ajoute une nouvelle charge au tarif d’importation déjà en vigueur sur les boissons alcoolisées. L’objectif affiché par le gouvernement est de freiner les importations, de limiter les sorties de devises et de protéger l’économie nationale. La sauvegarde devait entrer en vigueur le mercredi suivant.

Les produits concernés par cette nouvelle surtaxe comprennent le vin pétillant, la bière de malt, la vodka, le pisco, les liqueurs à la crème, l'aguardiente, le whisky, le vin, le rhum, le gin, le moût de raisin utilisé pour la vinification et les extraits utilisés pour produire du brandy, selon le rapport. Comme le tarif s'applique à un large éventail de boissons importées, cette mesure devrait affecter les prix dans plusieurs catégories, du vin et des spiritueux à certains produits à base de bière, tout en mettant aussi sous pression les marges des importateurs et les circuits de distribution.

La sauvegarde intervient après un premier changement entré en vigueur en janvier, lorsque l'Équateur a révisé la formule utilisée pour calculer l'Impôt spécial sur la consommation, connu localement sous le nom d'ICE. Selon des représentants du secteur, ce seul changement pourrait faire grimper les prix jusqu'à 400 %, selon le produit. Le nouveau tarif de sauvegarde de 25 % ajoute une couche de coût supplémentaire à un secteur qui dit être déjà soumis à de fortes tensions.

El Comercio a indiqué que les alcools importés en Équateur se vendaient déjà à plus du double des prix observés dans des pays voisins comme la Colombie. Le journal a cité l'exemple d'une bouteille de whisky vendue entre 30 USD et 35 USD en Colombie, contre environ 75 USD en Équateur, après des années de droits de douane et de taxes instaurés depuis 2009.

Felipe Cordovez, président de l'association du secteur des alcools, a déclaré au journal que l'effet combiné des changements fiscaux pourrait devenir ingérable pour les entreprises et les consommateurs. Il a indiqué que, selon les calculs du secteur, un vin chilien en carton d'un litre vendu environ 6 USD pourrait atteindre quelque 25 USD avec la nouvelle méthode de calcul de l'ICE, avant même l'ajout du tarif de sauvegarde supplémentaire.

L'impact complet ne s'était pas encore fait sentir dans les magasins au moment du reportage, car les importateurs vendaient encore des stocks déjà entreposés dans leurs entrepôts. Le secteur a également indiqué que plusieurs questions restaient sans réponse sur la manière dont le Service des recettes internes, connu sous le nom de SRI, appliquerait la formule révisée de l'ICE, et les entreprises demandaient des éclaircissements aux autorités fiscales.

Les inquiétudes du secteur vont au-delà de la hausse des prix en rayon. Une augmentation généralisée des coûts d'importation pour le vin, les spiritueux et la bière peut affecter la gamme de produits, les plans d'achat et les stratégies de vente des distributeurs, des détaillants et des restaurants. Elle peut aussi orienter la demande vers des alternatives moins chères ou des produits fabriqués localement. Si les écarts de prix se creusent trop, des acteurs du marché ont averti que le commerce illicite pourrait devenir plus attractif, même si cette évolution dépendrait de l'application des contrôles et du comportement des consommateurs.

Cordovez a déclaré à El Comercio que certaines entreprises du secteur pourraient être contraintes de fermer si le nouveau tarif reste en place en parallèle du régime fiscal révisé. Il a ajouté que le secteur avait récemment présenté ses inquiétudes lors d'une réunion avec des responsables gouvernementaux, qui, selon lui, auraient proposé d'examiner la situation. Malgré cela, les entreprises avaient déjà commencé à passer de nouvelles commandes à l'étranger et faisaient désormais face à une incertitude sur leurs coûts futurs.

Le gouvernement a également indiqué qu'il s'attendait à des risques accrus de contrebande à mesure que les restrictions à l'importation et les droits de douane augmentent. Richard Espinosa, alors ministre coordonnateur de la production, a annoncé un ensemble d'incitations ainsi que la création d'un groupe de renseignement d'élite pour lutter contre la contrebande à la frontière. Le 8 mars, l'administration douanière équatorienne, Senae, a indiqué que le plan avait déjà commencé.

Dans le cadre du programme décrit par les responsables, l'unité anti-contrebande opérerait à la fois à l'intérieur du pays et aux points frontaliers. Les autorités ont indiqué qu'une partie de la valeur saisie sur les conteneurs de marchandises mal documentés financerait les incitations. La moitié de ce montant irait à un programme d'incitations, dont 50 % seraient attribués à l'unité menant l'opération, 25 % à l'unité de soutien et le reste à un fonds de récompense pour les personnes fournissant des informations fiables sur les marchandises de contrebande.

Les responsables ont également indiqué que le système de récompense s’appliquerait largement aux marchandises de contrebande, mais pas à l’alcool ni aux denrées alimentaires, qui ne peuvent pas être vendus aux enchères et doivent à la place être détruits. Même dans ces cas, les autorités ont précisé qu’une compensation financière resterait prévue dans le cadre des efforts de contrôle.

Le nouveau tarif de sauvegarde place le marché des boissons importées en Équateur au cœur d’une politique plus large qui combine modifications fiscales, barrières commerciales et contrôles douaniers renforcés. Pour les importateurs et distributeurs de vin, de bière et de spiritueux, l’enjeu immédiat est la charge supplémentaire de 25 %. Pour les consommateurs, l’effet le plus visible devrait être une hausse des prix dans un marché où l’alcool importé était déjà cher.